

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

43/4 | 2002
Intellectuels et intelligentsia

Gennadij V. Kostyrčenko, Tajnaja politika Stalina

Samson Madievski

Traducteur : Xavier Le Torrivellec



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4058>
ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2002
Pagination : 799-804
ISBN : 2-7132-1796-2
ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Samson Madievski, « Gennadij V. Kostyrčenko, Tajnaja politika Stalina », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 43/4 | 2002, mis en ligne le 18 juin 2009, Consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4058>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© École des hautes études en sciences sociales, Paris.

Gennadij V. Kostyrčenko, Tajnaja politika Stalina

Samson Madievski

Traduction : Xavier Le Torrivellec

RÉFÉRENCE

Gennadij V. KOSTYRČENKO, **Tajnaja politika Stalina : vlast' i antisemitizm** (La politique secrète de Staline : pouvoir et antisémitisme). Moscou, Meždunarodnye otnošenija, 2001, 784 p.

- 1 Le précédent ouvrage de l'auteur, *V plenu u krasnogo faraona : političeskie presledovanija evreev v SSSR v poslednee stalinskoe desjatiletie*¹, avait déjà fait événement, et pas seulement parmi les spécialistes. Il s'appuyait sur une centaine de documents, jusque-là non publiés et provenant des archives, enfin accessibles après la fin de l'URSS, des organes du parti, des services de sécurité nationale et d'autres structures de direction et de répression de l'ancien empire soviétique.
- 2 Or la base documentaire du nouvel ouvrage est encore plus riche. Et le cadre chronologique a été élargi : si, dans le premier livre, le récit commençait en 1942, le second s'ouvre avec l'époque prérévolutionnaire. Assumant alors le rôle original de premier explorateur, l'auteur s'était donné pour tâche de récupérer le maximum d'informations de ces archives auparavant inaccessibles aux historiens. Dans le livre que l'on commente ici, l'accent est mis sur la compréhension des faits : on a devant les yeux la tentative, pour l'essentiel réussie, d'élaborer une conception complète du phénomène étudié.
- 3 L'objectif de l'ouvrage est formulé ainsi : « reconstruire le processus historique de naissance, de formation et de développement de l'antisémitisme d'État en URSS..., offrir un tableau complet des changements intervenus sous son influence dans les instances du pouvoir et dans la conscience publique. » La genèse et l'évolution du phénomène sont replacées dans le contexte des événements et des processus politiques les plus

significatifs, survenus dans le pays et dans le monde, et en particulier au sein de la nomenklatura soviétique. L'antisémitisme d'État est considéré comme faisant partie intégrante du régime de domination totalitaire, comme à la fois sa manifestation et son instrument. À travers le prisme de la « question juive », l'auteur tente d'esquisser la dynamique idéologico-politique du régime stalinien. En ce qui concerne les processus internes à la communauté juive d'URSS et les rapports qu'elle a entretenus avec la société environnante et les juifs de l'étranger, ces questions ne sont abordées qu'en pointillé, en relation avec le sujet principal de l'étude.

- 4 Selon la conception de l'auteur, l'antisémitisme d'État n'apparaît pas en URSS – comme beaucoup le pensent – à la fin des années 1940, mais dès la fin des années 1930, à l'époque de la « Grande Terreur » et de la consolidation de l'absolutisme stalinien. Avant cette époque, Stalin profitait régulièrement des humeurs antisémites de la société et du parti pour défaire ses opposants dans la lutte pour le pouvoir. Une fois transférée sur le terrain bureaucratique, cette manière de procéder acquit le statut d'une politique systématique menée par l'État. Son but était l'élimination progressive de « l'influence juive » (plus précisément de l'influence des juifs) sur la vie socio-politique et culturelle de la société ; et ses moyens privilégiés étaient l'assimilation imposée d'en haut et des mesures administratives et répressives, lesquelles s'alourdissaient continuellement avec le temps.
- 5 L'antisémitisme d'État s'est forgé dans un climat psychologique et idéologique particulier, celui d'un vigoureux chauvinisme de grande puissance, que Stalin a fait renaître au motif que dans le combat entre les trois idéologies mondiales – libéralisme, communisme et nationalisme – cette dernière était dominante dans les années 1930.
- 6 « La Grande Purge » des cadres a eu pour effet le renouvellement presque complet de la couche sociale des dirigeants nomenklaturistes. Après l'élimination sanglante de nombreux représentants des minorités nationales, dont un nombre non négligeable de juifs, les jeunes fonctionnaires qui intégrèrent cette couche sociale étaient le plus souvent d'origine slave. Pour mettre en œuvre sa politique, Stalin s'appuya sur ces jeunes gens, éduqués dans l'esprit d'un dévouement absolu à sa personne.
- 7 L'apparition en Union soviétique d'un antisémitisme d'État tient à la nécessité commune à tous les régimes totalitaires de disposer de l'image d'un ennemi. Celle-ci offre au détenteur du pouvoir la possibilité de soumettre complètement la société et de manipuler efficacement les masses. Dès la fin des années 1940, l'image de l'ennemi est de plus en plus marquée par un contenu antisémite – les épouvantails du « cosmopolitisme », du « nationalisme bourgeois des juifs » supplantent dans les discours de propagande les « trotskistes », « boukhariniens », « saboteurs », etc. Cela fut le résultat de l'« adaptation créatrice » par Stalin de l'expérience nazie, dont l'origine remonte selon l'auteur au rapprochement germano-soviétique d'avant-guerre.
- 8 En Union soviétique, l'antisémitisme d'État atteint son apogée au début de l'année 1953, lors du fameux « complot des blouses blanches ». En accord avec la majorité des spécialistes, G. V. Kostyrčenko explique ce développement par un ensemble de facteurs de politique intérieure et extérieure : le chauvinisme accru de la politique nationale des dirigeants soviétiques ; l'exacerbation de la tension soviéto-américaine et le durcissement de la guerre froide ; la dégradation psychologique du vieux Stalin ; le jugement que celui-ci portait sur le sionisme, sur l'État d'Israël comme « avant-garde de l'impérialisme des États-Unis » et sur les juifs soviétiques comme potentielle « cinquième colonne ».

- 9 Pourtant la vision que l'auteur porte sur la suite des événements diffère de celles d'un certain nombre d'historiens russes et étrangers. Selon G. V. Kostyrčenko, le surgissement de l'antisémitisme d'État au début de 1953 « menaçait réellement les fondements de la société et l'intégrité de l'État, qui reposait sur l'idée communiste » (p. 694). « Le passage à une forme plus ouvertement agressive de l'antisémitisme d'État » risquait de déboucher sur « l'effondrement des bases fondamentales de l'État multinational et l'avènement du chaos social » (p. 707), ainsi que sur des complications internationales inattendues. Selon l'auteur, la réalité de ces menaces fut perçue par celui qui était responsable de leur apparition, Stalin lui-même. « Malgré de sérieux problèmes relatifs à sa santé physique et psychique, il n'avait cependant pas complètement perdu l'esprit et c'est pourquoi il n'a pas pu – au vu des raisons évoquées plus haut – jouer jusqu'au bout la carte de l'antisémitisme, c'est-à-dire s'engager sur la voie empruntée par les nazis d'une « solution finale » de la « question juive » (p. 694).
- 10 Dans le précédent livre de l'auteur, le passage sur le « complot des blouses blanches » se terminait par quelques questions : « quelles auraient dû être les conséquences de ce processus : la déportation massive des juifs en Sibérie, comme le supposent certains spécialistes, ou le massacre par le chef de ses proches compagnons de la direction communiste, selon d'autres ? Ou peut-être l'un et l'autre en même temps ? ». L'auteur espérait que « sur ces questions et quelques autres nous pourrions un jour obtenir des réponses définitives » (p. 361).
- 11 Sept ans plus tard, il est convaincu que le temps des réponses est venu. Les voici : Stalin fut contraint de faire marche arrière, ce qui a écarté, en même temps que la possibilité d'une action antisémite d'envergure, l'éventualité d'une nouvelle purge de la nomenklatura. « Toutes les discussions sur le fait que le pays – pendant l'hiver 1953 – s'effondrait dans le gouffre sanglant d'un nouveau 1937 et se tenait au seuil d'un Armageddon, ne reposent sur aucune argumentation un tant soit peu solide » (p. 707).
- 12 « Le mythe de la déportation » – tel est le titre du paragraphe correspondant. L'auteur constate qu'au cours des dix années qui suivirent l'effondrement du communisme et l'ouverture des archives soviétiques, aucune preuve documentaire n'est venue établir le fait qu'une déportation des juifs soviétiques était en cours de préparation. (G. V. Kostyrčenko exclut l'hypothèse d'une destruction complète, qui n'aurait pas laissé de traces, des centaines de milliers de listes qu'une telle opération aurait exigées). Il insiste au contraire sur la découverte de documents témoignant de l'absence de pareilles intentions chez les dirigeants. Et, plus précisément, des projets de pétition rédigés dans les bureaux du Comité central du PCUS et qui auraient dû être adressés par d'éminents juifs soviétiques à Stalin au sujet de l'affaire des « blouses blanches » (le second projet rédigé par D. T Šepilov a été retrouvé et mis à la disposition des chercheurs par l'auteur de l'ouvrage commenté). Or les deux projets *ne contiennent aucune demande de transfert des juifs de la partie européenne de l'URSS vers la Sibérie ou l'Extrême-Orient*. (Rappelons que, pour les tenants de l'hypothèse d'une déportation en voie de préparation, l'opération devait être réalisée en conformité avec cette « requête »). Au contraire, on estime dans ces brouillons que « la majeure partie de la population juive d'URSS » est « amie du peuple russe » et se compose de « patriotes de la Nation soviétique ». L'ordre donné de « châtier les criminels de la manière la plus impitoyable » a été retiré du second projet, ce qui conduit l'auteur à penser que Stalin ne souhaitait pas résoudre l'affaire des médecins par un procès public (selon la même hypothèse d'une déportation en préparation, le jugement puis l'exécution publique des docteurs devaient servir de prétextes à des

pogromes « spontanés » et à des « déplacements volontaires » de populations), mais préférerait un jugement sommaire du type de celui des activistes de l'EAK – l'affaire du Comité juif antifasciste. Les deux documents se terminent par le souhait de lancer la publication d'un journal destiné à « une part importante des populations juives d'URSS et de l'étranger ». Voilà comment l'auteur explique le fait que la pétition n'ait pas été publiée : « selon toute vraisemblance, Staline a compris que la lettre collective des juifs soviétiques aurait révélé la présence en URSS d'une "question juive", officiellement inexistante ».

- 13 Dans la conclusion de son livre, l'auteur remarque que, sous les héritiers de Staline, le communisme soviétique portait encore le « sceau de Caïn de l'antisémitisme d'État ». Cet antisémitisme était cependant limité au cadre restreint d'une « action politique fortement réglementée et discrète », menée sans avoir recours à de vastes opérations de propagande ou de répression du type « lutte contre le cosmopolitisme », « affaire EAK », ou « complot des blouses blanches ». Si, à la fin du règne de Staline, l'antisémitisme d'État rappelle, selon l'expression imagée de l'auteur, « un feu de forêt qui s'allume », on pense pour la décennie suivante à une tourbière : se consumant lentement, fumant peu et intoxiquant la société de ses émanations.
- 14 Vers la fin de la perestroïka, l'antisémitisme officiel se porte mal et passe le relais à un antisémitisme plus agressif et plus ouvert – dans le style traditionnel des Cent-Noirs – qui réapparaît dans l'atmosphère ambiante de libéralisme politique. S'effaçant du niveau étatique, la judéophobie se ranime et se renforce dans les sphères de l'idéologique, du politique et du social, ainsi que dans les mœurs. Les organisations de tendance néonationaliste et néofasciste ont profité de la levée de presque tous les interdits relatifs à l'autonomie socio-politique, pour diffuser une propagande insidieuse et nettement antisémite. Et la brutale aggravation des conditions de vie a rendu la population beaucoup plus réceptive à ce type de discours.
- 15 Le danger existe-t-il aujourd'hui en Russie de voir renaître l'antisémitisme d'État ? Et alors d'où viendrait-il ? G. V. Kostyrčenko aperçoit deux foyers. Tout d'abord, ce sont les représentants de l'ancien pouvoir, issus des rangs des staliniens « engagés » ou des nationalistes radicaux du parti communiste de la Fédération de Russie. Pendant la période du gouvernement El'tsin, ils ont voulu accumuler un capital politique par leurs critiques antisémites et populistes du régime. Le second foyer est composé d'une partie des dirigeants de l'actuelle bureaucratie, laquelle est toujours marquée par « les péchés originels du passé totalitaire » – vouloir imposer un pouvoir incontrôlé sur la société –, et qui peut s'armer de l'idéologie de la « nomenklatura du terroir ». L'auteur considère ces deux variantes comme catastrophiques pour la Russie, mais heureusement peu vraisemblables. Dans sa version quotidienne ou comme discours de propagande, l'antisémitisme, après avoir atteint son paroxysme dans les années 1990 – dans le contexte d'une violente rivalité entre l'élite libérale et l'opposition nationale/communiste –, tendrait désormais à s'estomper, en même temps que les tensions politiques, apaisées par un pouvoir foncièrement pragmatique.
- 16 Selon G. V. Kostyrčenko, seul un « choix historique positif » permettrait à la société russe de se débarrasser définitivement de l'ombre de la judéophobie officielle, en rejetant les exhortations des tenants d'un retour à l'ancien totalitarisme ou à sa version « rénouvée ». Alors l'« esprit marqué par des restes d'antisémitisme et qui erre encore dans les lieux du pouvoir » serait progressivement enfoui dans le passé avec la plupart de ceux qui en sont

toujours les porteurs : les anciennes générations de fonctionnaires, formées en pleine époque stalinienne.

- 17 Voici donc comment l'auteur décrit l'évolution de l'antisémitisme d'État au cours des époques soviétique et post-soviétique. Mais c'est évidemment l'analyse de la « politique juive » à l'époque stalinienne qui donne toute sa valeur à l'ouvrage. Sur ce plan, aucun des travaux existants ne peut lui être comparé – ni dans la manière exceptionnellement large d'aborder la question ni par la solidité de l'étude.
- 18 Ce qui vient d'être dit ne signifie pas que nous soyons d'accord avec toutes les thèses développées dans le livre. Le titre éveille déjà quelques doutes : est-il vraiment opportun de qualifier de « secrète » la politique antisémite de l'État soviétique de la fin des années 1940 et du début des années 1950 ? Bien qu'elle ne fût pas clamée du haut des tribunes, la tendance était évidente pour l'immense majorité.
- 19 En outre, quels étaient les rapports entre l'antisémitisme des élites et de l'État, et celui « plébéien » des masses ? On a l'impression que l'auteur sous-estime l'influence de ce dernier sur l'action politique .
- 20 Enfin, il semblerait que sur la question de l'époque à partir de laquelle on voit apparaître chez Stalin les premiers symptômes d'un antisémitisme personnel, Robert Tucker soit plus proche de la vérité que Robert Conquest, avec lequel notre auteur est solidaire. Prenant appui sur une série de témoignages (qui ne sont pas évoqués dans l'ouvrage commenté ou y sont présentés comme étant ceux de ses opposants idéologiques), Tucker affirme que le « merveilleux Géorgien » (expression de Lenin) est devenu antisémite bien avant la révolution d'Octobre. Quant à Conquest, il n'a repéré dans son comportement d'alors que les « germes de la démagogie antisémite ». « Les cas qui nous sont connus de propos vulgaires tenus par hasard sur le thème juif, témoignaient – suppose G. V. Kostyrčenko – davantage de la grossièreté de ses manières et de sa mauvaise éducation que de quelque chose de plus sérieux » (p. 704). Selon nous, ces incidents peuvent s'expliquer autrement : dans les situations familiales, le pragmatisme politique de Stalin l'incitait à dissimuler ses sentiments ; mais dans le cas de situations plus difficiles, voire conflictuelles, il « éclatait ».
- 21 Une autre chose est de savoir dans quelle mesure les sentiments du chef se reflétaient sur la politique d'État. On peut ici être d'accord avec Robert Conquest : Stalin « était plus profond et plus compliqué qu'Hitler », sa pratique de « l'antisémitisme relevait, à la suite de celle d'Hitler, plus d'une politique que d'un dogme ». (D'ailleurs, A. Avtorhanov défend une opinion semblable : « [...] l'antisémitisme de Stalin n'était pas zoologique mais pragmatique »). Cependant, l'auteur se range à leurs opinions en reconnaissant quelques pages plus loin que « sur la question clé du rapport, dans l'antisémitisme personnel de Stalin, entre la judéophobie pathologique et paranoïaque et le pragmatisme machiavélique... il n'existe jusqu'à présent aucune réponse scientifiquement valable » (p. 24).
- 22 On trouve dans l'ouvrage des affirmations qui ne s'accordent guère avec les faits. Ainsi à la page 429 nous lisons ceci : en 1943-1944 « en raison de l'avenir incertain de la Palestine » la direction du Joint (Joint Distribution Committee) considérait la Crimée comme « un refuge possible après la guerre non seulement pour les juifs d'URSS, mais aussi pour les réfugiés juifs de l'Europe entière ». Les recherches effectuées par Mihail Micel' dans les archives du Joint prouvent qu'il n'existe aucune source documentaire à de

telles conclusions (que l'on ne trouve d'ailleurs pas dans les éditions auxquelles G. V. Kostyrčenko se réfère).

- 23 Cette question est évidemment secondaire pour l'ouvrage considéré. Mais en voici une qui se situe au cœur de la problématique. À propos de l'hypothèse d'une « manœuvre de retrait » effectuée par Staline fin janvier – février 1953, G. V. Kostyrčenko écrit : « Comment expliquer autrement le fait qu'à la veille de la maladie mortelle qui allait emporter le dictateur, la rhétorique belliqueuse qui avait commencé à y apparaître, à compter du 13 janvier 1953, ait disparu des pages des journaux centraux ? » Mais comment comprendre alors la publication, dans la *Komsomol'skaja pravda* du 4 mars 1953, d'un article intitulé « Plus haut, la vigilance révolutionnaire » et dénonçant « les groupes terroristes des médecins/saboteurs – agents de l'organisation juive et d'orientation nationaliste-bourgeoise *Joint*, travaillant pour les services secrets étrangers ».
- 24 Quelques mots enfin sur l'absence de preuves quant à l'existence d'un plan de déportation. À notre avis, la pertinence de l'argument est affaiblie par deux types de considérations. Tout d'abord (et l'auteur le remarque dans l'introduction), les fonds d'archives du présidium et du secrétariat du Comité central du parti communiste d'Union soviétique sont actuellement inaccessibles aux chercheurs. De plus, le fonds personnel de Staline n'est pas entièrement ouvert. Et ensuite, il est bien connu qu'à l'époque soviétique il y eut des cas où des documents « compromettants » furent retirés intentionnellement des archives des organes du parti et détruits (il est exact qu'il restait souvent des traces).
- 25 Comme désormais les auteurs russes en ont la possibilité, G. V. Kostyrčenko a pu préparer la publication de son ouvrage sans l'ingérence d'un rédacteur. Pourtant un regard extérieur n'est pas dénué de toute utilité. Dans le cas présent, il aurait pu aider à éviter certaines erreurs dans la formulation de quelques notes, et permis d'éliminer des expressions largement dépassées du genre « dictature du prolétariat », ou « opposition trotskyste de droite » (il est peu probable que l'auteur les considère comme adéquates à une quelconque réalité historique). Je ne pense pas que l'auteur soit par exemple attaché à la distinction suivante : « les intellectuels d'origine juive » qui, après 1991, « sont apparus nombreux au sein des structures du nouveau pouvoir », ont commencé « dans leur grande majorité » à ne se préoccuper que de leur prospérité (avant tout matérielle) ; alors que parmi les représentants des autres nationalités, seuls « beaucoup » ont commis les mêmes péchés (p. 701). Rien à faire – les règles de la psychologie étant ce qu'elles sont – les erreurs ne sautent aux yeux que dans les bons textes.

NOTES

1. Moscou, *Meždunarodnye otnošenija*, 1994, 400 p. ; traduction française : G. V. Kostyrčenko, *Prisonniers du pharaon rouge : les répressions politiques contre les Juifs en URSS dans la dernière décennie du règne de Staline*, Arles, Solin-Actes Sud, 1997, 446 p.